

Unité Bi-Départementale
des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 PAU

PAU, le 09/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

**TotalEnergies EP France
Site LLT4-5
Chemin Henri IV 64510 Meillon**

Références :
Code AIOT : 0005209045

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 juin 2022 sur le site LLT4-5, implanté Chemin Henri IV à Meillon (64510) et exploité par TotalEnergies EP France. L'inspection a été annoncée le 2 mai 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies EP France
- Site LTT4-5 - Chemin Henri IV 64510 MEILLON
- Code AIOT : 0005209045
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso

La société TotalEnergies EP France (anciennement Total E&P France), a exploité jusqu'en 2013 la concession de mine d'hydrocarbures dite « Concession de Meillon ». L'extraction des hydrocarbures était réalisée à partir de puits regroupés sur des plate-formes (clusters). Pour les besoins d'exploitation des puits et du transfert de leur production vers l'Usine de Lacq, des unités de séparation, de compression, ainsi que des stockages de méthanol ou de gazole ont été installés sur les différents sites d'exploitation de la concession. Plusieurs de ces installations relevaient de la réglementation des ICPE. C'est le cas pour le cluster des puits à gaz Le Lanot 4 et Le Lanot 5 sur lequel se trouvaient une unité de séparation et un stockage de méthanol, installations exploitées sous le couvert du récépissé de déclaration n°89/IC/165 du 24/07/1989.

Le diagnostic environnemental du site réalisé en 2014, après l'arrêt définitif des activités relevant du code minier et de la réglementation des ICPE, avait relevé des impacts dans les sols en hydrocarbures et en métaux. Aussi, la société TotalEnergies EP France a remis un plan de gestion en 2019 pour traiter ces pollutions et rendre compatible le site pour l'usage futur (agricole ou photovoltaïque). Par arrêté préfectoral en date du 22 avril 2021, Monsieur le Préfet a pris acte des travaux prévus par l'exploitant et a prescrit des mesures complémentaires concernant les travaux de réhabilitation du site.

Le présent rapport rend compte des constats établis à partir du mémoire de fin de travaux remis par l'exploitant (dossier de récolement des travaux de réhabilitation indice 04 du 22 juillet 2022) et de la visite réalisée sur le site le 2 juin 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réhabilitation du site – Visite de récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Démantèlement des installations et ouvrages	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.1	/	Sans objet
2	Gestion des déchets générés par les travaux	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.1	/	Sans objet
3	Contrôles complémentaires des sols après démantèlement	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.2	/	Sans objet
4	Gestion des matériaux impactés par les hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.3	/	Sans objet
5	Gestion des matériaux impactés par les hydrocarbures – Prélèvements libératoires	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.3	/	Sans objet
6	Gestion des matériaux impactés par les métaux	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.4	/	Sans objet
7	Gestion des sols impactés par des substances radioactives d'origine naturel	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.5	/	Sans objet
8	Gestion des matériaux excavés – Entreposage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.6	/	Sans objet
9	Gestion des matériaux excavés - BSD	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.6	/	Sans objet
10	Comblement des fouilles	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021	/	Sans objet
11	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.8	/	Sans objet
12	Mémoire de fin de travaux-Analyse des risques résiduels	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2021 relatives aux travaux de réhabilitation du site ont été respectées. La société TotalEnergies EP France a réhabilité le site pour un futur usage agricole (culture non maraîchère et/ou élevage) ou un usage de centrale photovoltaïque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Démantèlement des installations et ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.1
Thème(s) : Autre, démantèlement des installations et ouvrages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations, ouvrages, ainsi que les canalisations enterrées au droit des terrains d'emprise des puits LLT4/LLT5 sont supprimés.
Constats : Les installations de surface et les réseaux enterrés au droit du site LLT4-5 ont été supprimés à l'exception : – des canalisations inter-sites présentes sur la zone nord-est du site (manifold MC13) qui seront démantelées ultérieurement, lors de la campagne d'abandon du réseau de collectes de la concession de Meillon, – la canalisation incendie dans la partie nord-est du site (maintenue pour la phase d'abandon des canalisations inter-sites), – les clôtures et le portail, ainsi que les haies le long de la bordure Est du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des déchets générés par les travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.1
Thème(s) : Autre, gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets générés par les travaux de démantèlement sont éliminés dans des filières dûment autorisées [...].
Constats : Les déchets générés par les travaux de démantèlement des installations et de réhabilitation du site ont été éliminés dans des filières autorisées. Au total, 2 498,048 tonnes de déchets ont été évacuées du site lors de la première phase de démantèlement réalisée en 2014 : – 0,463 t relatif au transformateur, – 2 350,46 t de gravats, – 9,48 t de DIB, – 123,78 t de ferraille et câbles, – 1,115 t de matériaux de construction contenant de l'amiante, – 4,75 t de matériaux impactés par des SRON, – 8 t d'eaux hydrocarburées. En 2020, lors de la seconde phase des travaux, ce sont 4 214,59 tonnes de déchets qui ont été évacuées du site : – 4 078,39 t de terres et sédiments, – 100,26 t de bétons, – 8,8 t de DIB, – 18,7 t de ferraille et câbles, – 0,056 t de matériaux de construction contenant de l'amiante, – 0,9 t de charbon actif, – 1,5 t d'eaux hydrocarburées, – 6,04 t de souches d'arbres. Les bordereaux de suivi de déchets sont joints au mémoire de fin de travaux remis par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôles complémentaires des sols après démantèlement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.2
Thème(s) : Autre, analyses complémentaires des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise des contrôles complémentaires des sols après démantèlement complet des installations et ouvrages de surface. Des analyses des terrains sous-jacents sont notamment réalisées sur des échantillons de sols prélevés au droit des emplacements des caves des puits, des bourniers B18, B19, B20 et B21, du bournier de brûlage, des décanteurs et séparateurs à hydrocarbures disposés sur les réseaux d'eau de surface. Des analyses des sols du fossé périphérique du site sont également réalisées, notamment dans les secteurs du fossé situés en aval des décanteurs.
Constats : Les contrôles complémentaires des sols ont été réalisés après démantèlement complet des installations et des ouvrages de surface. Ces contrôles ont révélé l'existence d'une nouvelle zone d'impact en hydrocarbures (Sondage S12 1,4-2 m), associée à des anomalies en métaux (Cr, Pb), localisée au droit de l'ancien bournier de forage B8 (LLT4-A-B8). Cette zone a été traitée. Les analyses des sols du fossé périphérique du site réalisées dans les secteurs des décanteurs n'ont pas relevé d'impact.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des matériaux impactés par les hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.3
Thème(s) : Autre, gestion des matériaux impactés par les hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériaux présentant une concentration en hydrocarbures totaux supérieure ou égale à 1 500 mg/kg sont excavés et traités soit hors site, en filière de traitement agréée, soit sur site par des techniques permettant d'atteindre une concentration en HCT inférieure à 1 500 mg/kg. Les matériaux concernés sont a minima les matériaux présents au droit des sondages listés dans le tableau ci-dessous [...] et répertoriés sur le plan joint en annexe de l'arrêté préfectoral, ainsi que les sols impactés découverts dans le cadre des contrôles complémentaires.
Constats : Les matériaux présentant une concentration en HCT supérieure à 1 500 mg/kg ont été excavés. Une partie de ces matériaux (344 m ³) a été traitée sur place par landfarming puis réutilisée en remblais. L'autre partie (4 078,39 t au total) a été évacuée vers la plateforme de transit et de traitement des terres polluées de Lacq exploitée par Séché Eco Industries.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des matériaux impactés par les hydrocarbures – Prélèvements libératoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.3
Thème(s) : Autre, analyses libératoires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des analyses libératoires sont réalisées selon les normes en vigueur sur des échantillons de sols prélevés en fond de fouilles et sur les parois des excavations afin de s'assurer que les concentrations résiduelles moyennes sont après excavation au maximum de 1 500 mg/kg en HCT.
Constats : Les analyses libératoires ont été réalisées afin de vérifier l'atteinte de l'objectif. Les concentrations résiduelles en HCT mesurées dans les fouilles sont toutes inférieures à 1500 mg/kg.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des matériaux impactés par les métaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.4
Thème(s) : Autre, gestion des matériaux impactés par les métaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériaux présentant des concentrations en métaux supérieures aux valeurs ci-dessous, correspondant à la borne haute des anomalies modérées du référentiel Aspitet, font l'objet de mesures de gestion [...]. Les matériaux concernés sont ceux présents au droit des sondages listés dans le tableau ci-dessous [...], ainsi que les sols impactés découverts dans le cadre des contrôles complémentaires. Les matériaux impactés par les métaux pourront rester sur le site dès lors que les conditions suivantes sont réunies : <ul style="list-style-type: none"> – les matériaux sont placés sous une couche de 1 m de matériaux sains, – les matériaux ne sont pas lixiviables (les valeurs de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux installations de stockage de déchets inertes seront prises en référence), – les matériaux traités pour la problématique hydrocarbure présentent une concentration résiduelle en HCT inférieure à 1 500 mg/kg, – des mesures sont prises afin d'assurer la traçabilité de leur présence sur site, un plan localisant précisément leur emplacement sur site est joint au mémoire de fin de travaux. Dans le cas contraire, ces matériaux sont éliminés dans une installation dûment autorisée.
Constats : Les matériaux présentant des concentrations en métaux supérieurs à la borne haute des anomalies modérées du référentiel Aspitet ont été excavés dans le cadre du traitement des impacts aux HCT. Seuls les matériaux correspondant au sondage L_T20_B 0,7-1,1 m, impactés par le zinc ont été laissés en place (concentration Zn : 330 mg/kg). Le test de lixiviation a montré que le zinc n'était pas lixiviable. Selon le mémoire de fin de travaux remis par l'exploitant, la couverture de 1 m est respectée au droit de ce sondage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion des sols impactés par des substances radioactives d'origine naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.5
Thème(s) : Autre, gestion des sols impactés par des substances radioactives d'origine naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les sols ne doivent pas présenter de dangers pour les usagers futurs du site et pour l'environnement [...]. Les terres et matériaux excavés qui sortent du site font systématiquement l'objet d'un contrôle afin de vérifier l'absence de contamination. En cas de présence de sols impactés par des substances radioactives d'origine naturelle, ces sols sont gérés conformément au décret 2018-434 du 4 juin 2018.
Constats : Les sols impactés par des SRON ont été excavés en 2014 jusqu'à ce que l'activité radioactive du fond de la fouille soit inférieure à trois fois le bruit de fond. Les éléments justifiant l'élimination de ces matériaux en filière autorisée sont joints au mémoire de fin de travaux. Les matériaux excavés lors des travaux de réhabilitation du site ont été contrôlés afin de vérifier l'absence de contamination aux SRON. Excepté la zone dédiée aux travaux d'abandon des canalisations, l'ensemble du site a été contrôlé après les travaux afin de vérifier l'absence de contamination. Aucune valeur significative n'a été relevée, les mesures relevées étant pratiquement identiques au bruit de fond. Le contrôle de la zone réservée aux travaux d'abandon des canalisations sera réalisé après les travaux. Les travaux liés à l'abandon des canalisations ont été décalés, en accord avec l'Inspection, afin de prendre en compte les résultats des pilotes de traitement en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des matériaux excavés – Entreposage des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.6
Thème(s) : Autre, gestion des matériaux excavés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'entreposage temporaire sur site, avant traitement ou évacuation des matériaux impactés, doit être réalisé dans des conditions offrant toute garantie de protection de l'environnement et de prévention des pollutions accidentelles. Les mesures sont prises notamment pour éviter les envols de poussières et le contact des matériaux pollués avec les eaux de pluie. Les aires de stockage temporaire sont étanches et conçues pour récupérer les eaux de ruissellement.</p> <p>Dans le cas d'un traitement sur site, l'exploitant définit et met en place un plan de surveillance afin de s'assurer de l'efficacité du dispositif de traitement mis en place et de l'absence d'impact du traitement pour l'environnement. Les résultats sont tenus à la disposition de la DREAL. [...]</p> <p>Constats : Les terres excavées au cours des travaux de réhabilitation ont été stockées en fonction de leur indice de pollution :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les terres impactées ont été stockées sur une alvéole étanche et recouvertes d'un géotextile, – les terres saines ont été stockées à proximité de leurs zones d'excavations, avant d'être remblayées après validation de leur conformité analytique. – les terres douteuses ont été stockées directement sur l'aire de stockage étanche (en maintenant une séparation physique avec les terres impactées), ou bien ont été stockées provisoirement à proximité de la fouille concernée sur bâche et géotextile. <p>Un contrôle de l'état initial et final a été réalisé au droit de l'aire de stockage des matériaux impactés. Ce contrôle ne met pas en évidence d'impact sur les sols.</p> <p>Comme indiqué plus haut, une partie des terres a été traitée sur site par landfarming, avant d'être réutilisée pour combler les fouilles. Un état initial puis final des sols au droit de l'aire de landfarming a également été réalisé. Ce contrôle montre l'absence d'impact des sols au droit de l'aire de traitement, les teneurs mesurées en hydrocarbures sont inférieures à la limite de quantification du laboratoire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des matériaux excavés - BSD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.6
Thème(s) : Autre, BSD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Chaque lot de matériaux pollués expédiés vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Un état récapitulatif des quantités de matériaux évacués hors site est joint au mémoire de fin de travaux.</p> <p>Constats : Les bordereaux de suivi des matériaux et un bilan récapitulatif des évacuations sont joints au dossier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Comblement des fouilles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021
Thème(s) : Autre, comblement des fouilles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones excavées sont comblées avec des matériaux compatibles avec l'usage retenu. Le volume de matériaux utilisé est limité au volume nécessaire pour ne pas créer de rehausse par rapport au terrain naturel. Ces matériaux peuvent être : <ul style="list-style-type: none">– d'apports naturels extérieurs au site (matériaux de carrière, terre végétale...),– issus du site et provenant de zones non impactées,– issus du site en provenance de zones impactées à condition qu'ils respectent les exigences définies aux articles 2.3 et 2.4 de l'arrêté,– des terres végétales et matériaux de carrière issus de zones non impactées des plates-formes des puits Le Lanot 1-2 et Mazères 6 [...];
Constats : Les fouilles ont été comblées avec les terres et les matériaux du site. Les bétons concassés réutilisés pour le remblaiement des zones excavées (130 m ³) ont été disposés en fond de fouille. Les terres traitées par landfarming ont été disposées à une profondeur supérieure à 0,5 m par rapport au TN final. L'ensemble des matériaux remblayé respecte les exigences définies aux articles 2.3 et 2.4 de l'arrêté. Un état récapitulatif de la nature de la qualité de matériaux de comblement utilisé est joint au dossier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article 2.8
Thème(s) : Autre, rejets des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place, pendant toute la durée des travaux, un traitement approprié afin que les caractéristiques des eaux rejetées, notamment les eaux des bassins et bourniers, les eaux de fond de fouille des zones excavées, ainsi que les eaux pluviales pouvant ruisseler sur les zones d'entreposage temporaire des terres sur le site, permettent au milieu récepteur de satisfaire les objectifs de qualité qui lui sont assignés.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance de ces rejets aqueux dans le milieu superficiel (débit, volume, concentration des principaux polluants...) afin de s'assurer de l'efficacité du traitement mis en place. Une synthèse de cette surveillance est versée au mémoire de fin de travaux.</p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle des eaux et des sédiments du fossé récepteur est réalisé après les travaux. Les résultats de ce contrôle sont versés au mémoire de fin de travaux.</p> <p>Constats : Les eaux météoriques accumulées dans les fonds de fouille et les eaux contenues dans les bourniers ont été pompées puis filtrées au travers une unité de traitement dédiée. Les eaux ont été analysées avant rejet au milieu naturel (rejet au niveau du fossé de drainage des eaux météorites bordant le sud du site).</p> <p>Une analyse des sédiments du fossé, au niveau du point de rejet, a été réalisée avant et après les travaux. Les résultats révèlent l'absence d'impact du milieu récepteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Mémoire de fin de travaux-Analyse des risques résiduels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, analyse des risques résiduels après travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au préfet [...] un mémoire descriptif des travaux exécutés. Le mémoire doit comporter la description précise des travaux réalisés et doit être accompagné de tous les justificatifs attestant de leur bonne exécution, notamment lorsque la vérification de ceux-ci n'est pas possible de visu. Le mémoire comprendra notamment : [...] - une analyse des risques résiduels justifiant que les terrains du site LLT4/5 sont compatibles avec l'usage retenu, [...].
Constats : L'exploitant a transmis le mémoire de fin de travaux le 24 janvier 2022. Une seconde version du dossier a été transmise le 5 septembre 2022 suite à nos remarques transmises à la société RETIA le 20 avril 2022. Le site a été réhabilité pour un usage futur agricole (culture non maraîchère et/ou élevage) ou un usage de centrale photovoltaïque. La compatibilité du point de vue sanitaire de ces usages avec les impacts résiduels contenus dans les terrains du site LLT4/5 après les travaux a été démontrée via l'analyse des risques remise en application de l'article 6 de l'arrêté préfectoral. Les calculs des risques sanitaires résiduels ne révèlent pas de valeurs supérieures aux valeurs seuils recommandées par la méthodologie nationale en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

